

Citation style

Pouzol, Valérie: review of: Fathi Habiba, Femmes d'autorité dans l'Asie centrale contemporaine. Quête des ancêtres et recompositions identitaires dans l'islam postsoviétique, Paris: Maisonneuve & Larose/Iflac, 2004, in: ~ Annales. Histoire, Sciences Sociales, 2008, 4 - Mondes musulmans, p. 934-936, DOI: 10.15463/rec.1189725791

Annales

Histoire, Sciences Sociales

copyright

This article may be downloaded and/or used within the private copying exemption. Any further use without permission of the rights owner shall be subject to legal licences (§§ 44a-63a UrhG / German Copyright Act).

C'est en 2003, au moment où la Tunisie entre dans une période de fortes turbulences économiques, que ressurgit, dans la tradition bourguibienne, la rumeur de la maladie présidentielle. On peut y voir une confirmation des thèses évoquées ici, l'évacuation du politique dans la pensée de la rupture, mais aussi une ouverture sur la question des crises et de leur gestion.

Car ce « modèle » tunisien si particulier se caractérise par une formidable capacité de régulation. En quelque sorte, il tourne en toutes circonstances. Il absorbe la libéralisation, trouve même le moyen de s'y conforter, et donne le change aux acteurs internationaux sans rien sacrifier d'essentiel. La rupture est-elle pour autant impensable ? De ce point de vue, l'analyse des moments forts des émeutes de 1978 et de 1984, guère évoquées, aurait ouvert des perspectives sur des données de la mémoire collective – même si elles peuvent prendre la forme de l'oubli – qui viennent conforter le pacte sécuritaire. Elle aurait également permis de rendre compte du poids des contraintes en termes de légitimité, qui pèsent sur la capacité et les modalités de redistribution, induites par le modèle tunisien. La crise de 1978 fait suite au pacte social de 1977, et celle de 1984 est consécutive aux mesures de très forte augmentation des produits de base. Or, la longévité d'un style de pouvoir qui avive les concurrences sur la redistribution, et l'ouverture économique qui réduit son champ d'opérabilité, tendent à durcir ces contraintes. Pour le coup, le regard se porte sur les indicateurs macroéconomiques.

JEAN-PHILIPPE BRAS

Habiba Fathi

Femmes d'autorité dans l'Asie centrale contemporaine. Quête des ancêtres et recompositions identitaires dans l'islam postsoviétique

Paris, Maisonneuve & Larose/Institut français d'études sur l'Asie centrale, 2004, 348 p.

Réalisé à partir d'une importante enquête de terrain dans cinq pays de l'Asie centrale post-

soviétique (Ouzbékistan, Kazakhstan, Kirghizistan, Tadjikistan et Turkménistan), l'ouvrage d'Habiba Fathi met en valeur le rôle central des femmes prédicatrices (*otin*) et des guérisseuses dans la préservation d'une culture religieuse ancestrale, dans la structuration communautaire de sociétés fragilisées par des perturbations politiques majeures et, enfin, dans l'entreprise de réislamisation concomitante des indépendances politiques. Figures complexes et multiples, ces femmes d'autorité ont pour tâche de dispenser un enseignement religieux fondé sur le Coran mais ont également la charge d'assurer, dans les familles, les principaux rituels ponctuant les grandes étapes de la vie (naissance, bénédiction nuptiale, culte des morts). Leurs pouvoirs et leur charisme les placent bien au-delà des frontières du religieux puisqu'elles se transforment volontiers en médiatrices, avocates, thérapeutes. À travers l'étude de ces femmes d'autorité, H. Fathi a clairement cherché à réfuter l'image de femmes musulmanes occupant des positions subalternes en islam.

L'introduction pose de manière pertinente les problèmes méthodologiques inhérents à la construction d'un tel objet d'étude, aux pratiques du terrain et à la posture du chercheur face à ces derniers éléments. Cette recherche novatrice centrée sur les *otin* permet d'appréhender plus largement la pratique religieuse des musulmanes d'Asie centrale et d'inscrire leur religiosité dans l'espace islamique. L'auteur défend l'idée d'un rapport genré au religieux particulièrement investi, pour les femmes, dans la structuration de la sphère familiale et le développement du lien social. Le patient travail de collecte des itinéraires de vies, ainsi que la précision des données sociologiques lui permettent d'établir une analyse fine et dynamique du recrutement de ces femmes en montrant comment, à côté de la transmission héréditaire, s'est surimposé progressivement un recrutement plus large lié à une nouvelle demande sociale.

Le livre retrace dans un premier temps le cadre historique et sociopolitique dans lequel les femmes musulmanes d'Asie centrale ont évolué depuis la fin du XIX^e siècle. Déstructurées par l'entreprise de soviétisation et de sécularisation, ces sociétés musulmanes se

sont adaptées en aménageant des espaces de résistance à la domination russe. Dans une démarche désormais familière aux sciences sociales, H. Fathi décrit comment l'instrumentalisation des identités sexuelles a été au cœur du projet de domination politique et nationale, la soviétisation comportant un projet de réforme et de transformation des femmes musulmanes (le *hujûm*). Dans ce contexte mouvant, les *otin*, figures charismatiques anciennes, ont déployé des stratégies identitaires de résistance à l'entreprise de modernisation autoritaire soviétique. Avec l'accession aux indépendances, les structures étatiques ont remobilisé la religion comme facteur d'identité nationale, s'appuyant tout particulièrement sur ces femmes d'autorité dans un processus de réislamisation des sociétés.

Après avoir présenté les caractéristiques complexes de la population étudiée, l'auteur met en lumière le rôle des *otin* et de leurs réseaux de sociabilité traditionnelle dans la conservation d'une mémoire religieuse et dans l'entreprise de réislamisation. Les prédicatrices ont insufflé un mouvement de renouveau religieux par la base en exploitant des espaces familiers de la résistance (le quartier: le *mahalla*) comme postes avancés de l'entreprise de restructuration. Les guérisseuses contribuent de la même façon par leurs multiples réseaux de voisinage et de parenté à un retour à la pratique religieuse. Pour mieux appréhender la dimension symbolique de la fonction d'*otin*, H. Fathi inscrit cette dernière dans la durée historique. Sans parvenir à en établir une généalogie exacte, elle met en évidence l'évolution de cette fonction au gré du contexte historique. Ainsi pendant la période soviétique, l'*otin*, disposant de moyens réduits pour enseigner, s'est érigée avant tout comme gardienne de l'identité nationale. Avec l'indépendance des États et la nationalisation de l'islam, le rôle religieux ancestral des *otin* aurait resurgi. Aujourd'hui les prédicatrices, tout en conservant un prestige social lié à leur fonction, produisent dorénavant une multiplicité de discours sur l'islam opposant tradition et islamisme.

H. Fathi s'intéresse ensuite dans une étude anthropologique à la fonction d'*otin*, puis à celle de guérisseuse, en décodant les multiples entretiens enrichis par une observation

participante. Elle y met en valeur l'origine commune des vocations par l'analyse des parcours initiatiques puis des rituels de consécration. On y apprend que ces vocations sont toujours liées à une confrontation directe avec la douleur et la mort, perçues comme des épreuves d'initiation au surnaturel. C'est en ce sens que les *otin* et les guérisseuses jouent un rôle important dans les rituels de célébration familiale. L'examen approfondi des pratiques et des rituels révèle que l'islam de cette région est le fruit d'une synthèse avec les fonds culturels d'Asie centrale.

Le dernier chapitre élargit la question en choisissant de s'intéresser à la construction de l'identité religieuse des femmes musulmanes d'Asie centrale. H. Fathi cherche à inscrire la religiosité des femmes dans l'espace islamique et à dégager les particularités d'un islam traditionnel féminin. Elle revient notamment sur l'importance du culte rendu aux ancêtres dans le foyer familial et sur l'omniprésence du culte des saints. C'est en raison de cette sacralisation de la vie quotidienne et familiale, de l'expression libérée d'émotions collectives, d'une grande proximité avec le surnaturel, que ces femmes peuvent déranger les défenseurs d'un islam politique rationnel. L'auteur conclut que la nouvelle génération des femmes musulmanes de cette région oscille entre ces deux modèles.

Ce livre à la croisée de l'histoire, de la sociologie et de l'anthropologie sociale est une étude importante dans les recherches sur le rôle des femmes dans la formulation de l'identité religieuse. La construction différenciée des pratiques des hommes et des femmes et leur relation au pouvoir est particulièrement éclairante et s'inscrit dans les orientations récentes des études sur le genre. Le principal apport de l'ouvrage est d'historiciser la fonction des *otin* et de montrer comment, depuis le bouleversement lié aux indépendances, ces gardiennes d'un islam traditionnel et populaire sont dorénavant contestées par les tenants et les tenantes d'un islam savant épuré des coutumes jugées non islamiques. La division du livre en six chapitres et les comparaisons internes entre aires géographiques sont un peu fastidieuses et rendent la lecture parfois ardue. L'exhaustivité et la richesse des recherches sur ces femmes prédicatrices

d'Asie laissent enfin le lecteur curieux de savoir si ces figures féminines existent dans d'autres sociétés musulmanes. Pour finir, ce livre, au-delà de son intérêt pour les études sur le genre, est une importante contribution à la connaissance de l'islam centre-asiatique qui oscille, dans ses orientations les plus récentes, entre islam traditionnel et islam politique.

VALÉRIE POUZOL

Stéphanie Latte Abdallah

Femmes réfugiées palestiniennes

Paris, Presses universitaires de France,
2006, 236 p.

Célébrées comme « gardiennes de la mémoire de la Palestine », « piliers de l'identité nationale », « modèles de courage et d'endurance », les femmes réfugiées palestiniennes font l'objet de toutes sortes de représentations, le plus souvent étroitement liées à la lutte nationale. Pourtant, les études qui leur sont consacrées restent rares¹. Le grand mérite de l'ouvrage de Stéphanie Latte Abdallah est de les sortir de l'ombre en proposant une histoire sociale des femmes des camps de Jordanie de 1948 à 1999. Plaçant au cœur de son analyse l'institution familiale, définie comme un « espace de circulation entre le domestique, le social et le politique » (p. 6), elle propose de questionner l'impact de l'exil sur le pouvoir patriarcal : a-t-il permis sa préservation et sa reproduction ou, au contraire, sa contestation ? L'objectif est de démontrer que l'histoire et le politique ont induit de profonds changements sociaux au sein des familles réfugiées, notamment une réélaboration des rôles sexuels. Et ceci, alors même que discours et représentations tendent à conforter l'idée d'une fixité de l'institution familiale.

Combinant approches historique et sociologique, l'auteure a mobilisé des sources écrites (archives de l'État jordanien, de la Croix-Rouge, de l'United Nations relief and works agency for Palestine refugees in the Near East – UNRWA – et d'associations de femmes) et un important corpus d'entretiens menés auprès de militantes féministes et de réfugiées vivant à Jabal Hussein et Gaza, deux

camps de Jordanie qui représentent des réalités sociales et économiques différentes.

Dès le prologue, l'auteure montre le rôle joué par le principal organisme en charge des réfugiés dans le renforcement des structures traditionnelles et du pouvoir patriarcal. En 1950, un office des Nations Unies, l'UNRWA, est créé pour gérer et coordonner l'assistance aux exilés palestiniens. Dans un premier temps, il s'appuie sur « les valeurs traditionnelles de la société exilée » (p. 14), notamment sur les chefs (*mukhtar-s*) des familles étendues (*hamula*). À partir de la seconde moitié des années 1960, pour mieux gérer l'assistance et contrôler la circulation des cartes de rationnement, il choisit de privilégier un autre acteur : le chef de famille nucléaire qui est encouragé à se désolidariser des pratiques collectives de la *hamula*. Cette évolution va dans le sens d'une consolidation du pouvoir masculin. Non seulement les femmes ne sont pas considérées comme responsables de la famille et ne peuvent transmettre leur droit de réfugiée à leurs enfants, mais elles se voient dépossédées de l'accès aux ressources humanitaires. En effet, à partir de 1966, seul l'homme chef de famille est autorisé à collecter les rations alimentaires de la famille.

Dans la première moitié de l'ouvrage, S. Latte Abdallah analyse l'écart existant entre, d'une part, les représentations et les discours sur la famille et, d'autre part, la réalité des pratiques qui modèlent cette institution. Depuis 1948, les réfugiés entretiennent l'image d'une fixité de la famille perçue comme la seule institution pérenne malgré l'exil et la dispersion. Reprenant la notion bourdieusienne de « fiction sociale », l'auteure montre que ce discours érige la famille en lieu de « mémoire nationale » (p. 81) susceptible d'assurer la continuité pré et post-exode, de lier le passé et l'avenir. Il nie le changement pour mieux faire « contrepoids à l'histoire » constituée de ruptures successives. Ce discours est « d'autant plus efficace qu'il a été appuyé par la plupart des acteurs sociaux et politiques aux différents moments historiques, quand il a présenté un intérêt politique » (p. 31). Il s'accompagne de crispations identitaires sur des valeurs traditionnelles, telle que l'honneur. Les femmes, leurs corps et leurs